

Pour des élections municipales 2026 réellement accessibles à toutes et tous

Plus de 7 millions¹ de citoyennes et citoyens sourds, malentendants ou sourdaveugles continuent d'être écartés de la vie démocratique. Non par désintérêt, mais parce que le système électoral, les campagnes politiques et les outils d'information ne sont pas conçus pour eux. Aujourd'hui encore, s'inscrire sur les listes électorales, accéder aux programmes, participer aux réunions publiques, et même voter de manière autonome et digne, reste semé d'obstacles simples à lever.

Pendant la campagne électorale

Avant même le début du scrutin, de nombreux électeurs se heurtent à des démarches administratives inaccessibles et à des informations difficiles à comprendre. L'accès aux programmes, aux communiqués et aux vidéos est souvent limité : absence de traduction en LSF, de sous-titrage, de transcription textuelle ou d'audiodescription. Les réunions publiques et débats demeurent inadaptés : pas de transcription écrite, pas d'interprètes ou codeurs, salles non équipées de boucles à induction magnétique ou de dispositifs sonores adaptés. Même les outils numériques utilisés pour informer et mobiliser sont trop souvent inaccessibles aux lecteurs d'écran ou aux formats adaptés.

Nous demandons que les campagnes soient enfin ouvertes et inclusives : programmes, affiches, vidéos et réunions publiques accessibles, participation des candidats sourds, malentendants ou sourdaveugles pleinement garantie, et outils numériques conformes à tous les standards d'accessibilité.

Le jour de l'élection

Les obstacles persistent au moment du vote. Les bureaux ne sont pas toujours adaptés, les dispositifs visuels ou tactiles font défaut, et les agents municipaux manquent fréquemment de formation pour accueillir correctement les électeurs concernés. **Des millions de citoyens ne peuvent toujours pas voter de manière autonome et digne.**

Nous demandons que chaque bureau de vote soit accessible, avec parcours adaptés, dispositifs visuels et tactiles, bulletins en braille ou QR codes, et personnel formé pour accompagner les électeurs. Les démarches administratives doivent être simplifiées et accessibles, et des dispositifs mis en place pour recueillir les retours des électeurs empêchés de voter.

Tout au long du mandat

L'information reste largement inaccessible : résultats, bilans de mandat, consultations citoyennes. Ces obstacles coupent ces citoyennes et citoyens de la vie démocratique locale.

Nous demandons que les résultats, bilans et consultations soient systématiquement accessibles en LSF, FALC, audio et braille, afin que chaque citoyen puisse suivre pleinement l'action de ses élus et participer à la vie locale.

Nous demandons des campagnes accessibles pour toutes et tous

Rendre les élections réellement accessibles est un **devoir républicain**. Les collectivités locales doivent adapter leurs dispositifs et communications, les partis politiques intégrer l'accessibilité dans toutes leurs pratiques électorales, et l'État garantir le droit de vote effectif de toutes et tous.

Chaque citoyen doit pouvoir participer pleinement à la démocratie.

Parce que voter, c'est exister.

Parce que chaque voix compte.

Signataires

 UNANIMES Union des Associations Nationales pour l'Inclusion des Malentendants et des Sourds	 FNSF Fédération Nationale des Sourds de France	 SurdiFrance	 ANPES Association Nationale des Parents d'Enfants Sourds
 ALPC Association nationale pour la Langue Française Parfaite Complète	 ANPEDA FÉDÉRATION ENTENDONS-NOUS	 AFIDEO	 GOYA Geste Ouvre Yous
 UNAPEDA Surdites / Familles / Communication / Services	 ANPSA voir et entendre la surdité	 ARDDS	 FSCS Femmes Sourdes Citoyennes et Solitaires
 RNSA Réseau National des Sourds d'Anjou	 Elus Sourds		

¹ Etude quantitative sur le handicap auditif. Document de travail, série Etudes et Recherche n° 131. Auteurs : Laurence Haeusler, Thibaud de Laval, Charlotte Millot. [←](#)